L’actualité politique britannique a été plutôt agitée ces dernières années. Une succession de chocs a déstabilisé et divisé les représentants de l’ordre établi et leurs faiseurs d’opinion, mettant les uns et les autres sur la défensive. Suite à la crise financière de 2008 et au référendum sur l’indépendance écossaise de 2014, le rythme des évènements s’est accéléré avec les élections législatives de 2015, la victoire qui porta Jeremy Corbyn à la tête d’un parti travailliste en phase d’expansion rapide, le choc du résultat du référendum sur le Brexit, trois années de crise parlementaire et deux élections législatives supplémentaires. Maintenant que les pro-Brexit ont été congédiés des arrière-cuisines de Downing Street et que Starmer hâte sa purge du parti travailliste, le bloc de pouvoir est à nouveau à l’offensive. Reste à voir jusqu’où et à quelle vitesse il peut reprendre la main dans les conditions instables de la pandémie, de la récession et du Brexit, dès lors que les forces déchaînées depuis 2008 ne se sont pas résorbées.

Prenez le Labour. Le rapport de forces au sein du parti plaça Corbyn d’emblée devant un problème de taille. Au parlement, la gauche dans le parti travailliste parlementaire était plus faible qu’elle n’avait jamais été. Un substantiel croupion formé par tout un résidu d’élus parlementaires néo-travaillistes était encore aux commandes. Dire que la plupart d’entre elles et eux éprouvaient de l’aversion pour Corbyn serait un euphémisme. Deux tentatives visant à l’évincer échouèrent lamentablement. Puis vint l’élection législative de 2017 qui vit le vote travailliste dépasser les deux derniers résultats obtenus par Blair (en 2001 et 2005), et qui priva la Première ministre conservatrice, Theresa May, de sa majorité. Nombre d’officiel.les et d’elu.es parlementaires du parti espéraient une déroute travailliste. La déception se lisait sur leur visage. La BBC comme le *Guardian* étaient en plein désarroi. Comment une chose pareille avait-elle pu se produire ? Un accord informel fut trouvé. Tout devait être mis en œuvre pour garantir la défaite de Corbyn. On s’y employa. La défaite finit par arriver.

J’ai déjà eu l’occasion de dire que le Labour aurait dû s’en tenir à l’engagement de respecter le résultat du référendum, et en outre, que dès lors qu’il n’était pas de son fait, il revenait au gouvernement qui en portait la responsabilité d’en assumer les conséquences, le Labour devant alors s’abstenir sur cette question. Une telle position aurait été cohérente et facile à comprendre. May aurait défendu un Brexit bien plus modéré que sa version ultime et les élections législatives suivantes auraient pu se jouer sur d’autres sujets, le Labour ayant le champ libre pour capitaliser sur ses gains de 2017.

Les choses ne se sont pas passées ainsi non seulement du fait des pressions exercées par les élites institutionnelles, mais aussi du fait des divisions au sein de la gauche travailliste. Le maillon le plus faible se trouva être le soutien réputé le plus loyal de Corbyn, John[1] McDonnell qui était également le ministre des finances de son gouvernement d’opposition. Mais McDonnell, présenté par la gauche modérée comme « le politicien le plus radical de sa génération »***[2]***, avait déjà montré son vrai visage au moment de l’attentat de Manchester, à l’approche des élections de 2017. Corbyn s’en remit à son instinct politique, condamnant les attaques terroristes tout en rappelant qu’elles n’étaient pas sans lien avec les guerres sans fin de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient. McDonnell eut peur qu’une rupture du tabou bipartisan en matière de politique étrangère condamne le Labour à une crucifixion médiatique leur aliénant une grande partie de leurs soutiens. Les enquêtes d’opinion privées et publiques montrèrent que l’inverse était vrai ; une majorité d’électrices et d’électeurs donnaient raison à Corbyn. Les médias s’empressèrent d’enterrer la question.

Le même conformisme intuitif vit McDonnell et Diane Abbott, ministre de l’intérieur de Corbyn de son *shadow cabinet*, rejoindre la droite travailliste dans son obstruction au processus de Brexit, bloquant les projets de loi les uns après les autres au parlement.

Abbott, dans une plaisanterie pour le moins ambiguë, parla de « Ramsay McCorbyn »[3] lorsque Corbyn suggéra l’abstention sur l’accord négocié par May. Mais on ne parla jamais de « Ramsay McDonnell » pour la capitulation de McDonnell devant le riche lobby pro-UE, emmené, bien sûr, par Keir Starmer dont la nomination au poste de responsable du Brexit dans le gouvernement d’opposition donnait un signe supplémentaire de la faiblesse de la gauche. Le Labour n’avait dès lors plus aucune réponse à offrir lorsque Boris Johnson accéda à la tête du parti conservateur en 2019. Son discours devant le 10 Downing Street était clair, cohérent et déterminé. Fini les tergiversations. Il s’engageait à respecter la volonté des électeurs et des électrices et sortir le Royaume-Uni de l’UE. Choix désastreux : les collègues les plus proches de Corbyn se mirent à contempler l’idée d’un gouvernement d’unité nationale non-élu pour arrêter le Brexit. Ceci alla de pair avec un tir de barrage du tandem *Guardian*-BBC contre Corbyn, insinuant qu’il était antisémite. Ce qu’en réalité ils entendaient par-là est qu’il était solidaire des aspirations palestiniennes à un État, et opposé aux guerres néo-impérialistes anglo-américaines au Moyen-Orient. Plus efficace auprès de l’électorat, il devint la cible d’une campagne tory par médias sociaux interposés faisant de lui un traître. Avec cet assaut, tous les coups étaient désormais permis pour achever Corbyn. Leur objectif fut presque atteint.

Starmer fut élu en bonne et due forme avec cinquante-six pour cent des voix d’une base du parti démoralisée, sur l’engagement d’ « unifier le parti ». S’il préfère avancer furtivement, sa stratégie n’en est pas moins claire. Né en 1962 dans une famille ouvrière du sud de Londres, Starmer se fit connaître comme avocat du prestigieux cabinet londonien, Doughty Street Chambers, et arriva au poste de procureur général sous Gordon Brown[4], censément auréolé d’une réputation de défenseur des droits de l’homme. Toutefois, les droits qu’il protégea furent principalement ceux de policiers et d’espions. Ce fut Starmer qui prit la décision de ne pas poursuivre les policiers responsables de l’assassinat de Jean Charles de Menezes ou de Ian Tomlinson[5], ou encore les agents des services de renseignements (MI5 et MI6) accusés de torture au centre de détention de Bagram (au nord de Kaboul) et ailleurs. En même temps, au cours des procès des manifestants arrêtés lors des émeutes de 2011, procès qui prirent des nuits entières, le même Starmer se rendit sur place faire l’éloge des juges pour la sévérité de leurs condamnations. Alors qu’il était encore procureur général, il est notoire que ses services traitèrent l’extradition de Julian Assange dans le cadre d’une procédure accéléré, adressant l’avertissement à la procureure suédoise, Marianne Ny : « N’allez pas vous mettre en tête d’y réfléchir à deux fois ! »

Lorsqu’il quitta ses fonctions en 2013, Starmer fut élevé au rang de chevalier commandeur de l’ordre du bain pour son dévouement, et le dirigeant travailliste d’alors, Ed Miliband, lui octroya le siège du fief Labour d’Holborn & St Pancras à Londres. Il participa à la première tentative ratée d’éviction de Corbyn en juillet 2016, puis rejoignit en douceur le gouvernement d’opposition trois mois plus tard pour prendre la tête de la campagne anti-Brexit qui contribua à sceller le sort du Labour. Une fois élu à la direction du parti, il annonça aux adhérent.es qu’il était temps d’accepter le résultat du référendum.

Starmer ne se soucie pas de se positionner vis-à-vis de l’électorat. Dans un système bipartite, il prévoit que tôt ou tard, avec l’usure des conservateurs au pouvoir son tour viendra. Il se préoccupe plutôt de s’attirer les faveurs des élites, de faire la preuve de sa fiabilité. C’est pourquoi ceux qui lui font la claque, Andrew Rawnsley et Toby Helm dans l’*Observer*, Rafael Behr et Polly Toynbee dans le *Guardian*, Stephen Bush dans un *New Statesman* de plus en plus racoleur (notamment avec une couverture d’un mauvais goût caricatural représentant son héros en chevalier), ont tous râbaché les mêmes éléments de langage : « sous un nouveau management », « sérieux », « professionnel », « capable »,

« compétent », « responsable », « sobre ». Toutes ces vertus s’illustrèrent en octobre dernier, lorsque Starmer renversa un cycliste Deliveroo en faisant une marche arrière avec son SUV à un carrefour fréquenté, alors qu’il se rendait chez son tailleur, et fila avant l’arrivée de l’ambulance (le Guardian minimisa l’affaire avec grand tact mais la presse de droite et les journaux locaux se déchainèrent).

« Sérieux » signifie avant tout que seul 110 % de conformisme aux principes néo-impérialistes feront l’affaire. L’organisation communautaire pro-Tory, « Jewish Board of Deputies » (voire l’hyper corrompu et super-réactionnaire Nétanyahou en personne), obtint un droit de veto sur la politique étrangère du Labour. Une épuration du parti était requise et Starmer allait être l’épurateur en chef. Une de ses premières mesures fut d’imposer un apparatchik blairiste de deuxième ordre, David Evans, au poste de secrétaire général, un béni-oui-oui des années 1990 qui s’était enrichi à coups d’honoraires facturés aux assemblées d’élu.es travaillistes auxquelles il vendait ses services de « consulting ». Puis il y eut Rebecca Long-Bailey, la rivale de Starmer dans la course à la direction et à laquelle il avait fallu malgré tout attribuer une place au sein du gouvernement d’opposition. Sous les applaudissements de la claque, elle fut débarquée pour avoir retweeté une critique des techniques policières israéliennes, signal bien venu, exulta Rawnsley dans l’Observer, que l’ « unité » version Starmer se ferait selon ses propres termes.

Mais le véritable haut fait de Starmer devait être l’expulsion de Corbyn. Sans grand secret, son équipe réfléchissait au meilleur usage qu’elle pouvait faire contre Corbyn du rapport sur l’antisémitisme établi par la Commission sur l’égalité et les droits humains (EHRC), un organisme quasi-autonome financé par le gouvernement. Le rapport lui-même s’avéra décevant compte tenu du peu de preuves qu’il apportait. À la place, Evans fut mis à la manœuvre suite à la réaction mesurée de Corbyn à la publication du rapport, réaction qui réaffirmait sa condamnation de tout antisémitisme, soulignait les conclusions du document quant aux progrès accomplis en matière de traitement des plaintes durant son mandat, notait que ses adversaires avaient surévalué l’ampleur du problème pour des raisons politiques et exprimait le souhait que, bien que n’acceptant pas l’ensemble des conclusions, les préconisations en soient promptement mises en œuvre. Prenant prétexte de ces sentiments pourtant bénins, Evans suspendit Corbyn du parti le jour même (un membre du Comité exécutif national [NEC] indiqua un peu plus tard que la décision avait été prise par Starmer).

En réponse à la vague d’indignation suscitée dans les antennes locales du parti, Evans décida que les motions en soutien à Corbyn seraient irrecevables, tout comme les critiques du rapport de l’EHRC. Son équipe procéda à la suspension en bonne et due forme des adhérent.es de la branche de Bristol Ouest qui avaient appelé à la réintégration de Corbyn. La vice-dirigeante, Angela Rayner, qui il y a peu, au cours du programme *Newsnight* de la BBC, soutenait que Corbyn avait combattu l’antisémitisme et le racisme toute sa vie, dénonçait maintenant ses commentaires « totalement inacceptables » et se disait prête à suspendre « des milliers et des milliers » d’adhérent.es. Les élu.es parlementaires travaillistes de gauche, les branches du parti dans les circonscriptions et les membres auraient pu, à ce stade, démissionner en masse, profitant de la liberté d’opposer un refus de gauche au projet de Starmer. Il n’en fut rien. Au lieu de cela, Corbyn fut soumis à une terrible pression de la part de ses alliés les plus proches pour qu’il s’excuse. L’unité avant tout. Il recula, en publiant une « clarification ».

Le 17 novembre, un sous-comité de l’exécutif national du Labour, hors du contrôle de Starmer, réintégra Corbyn. Furibond, Starmer déclara le lendemain que Corbyn resterait exclu du parti travailliste parlementaire et ne serait pas autorisé à s’asseoir sur les bancs

travaillistes. Il s'ensuivit une nouvelle vague de protestations des branches locales : Liverpool, Londres, Edinburgh, Penrith, Newcastle, Bolton, Cardiff, Hastings, Hull, Carlisle. À ce jour, près de 80 branches de circonscription ont défié l'interdiction de débattre de la suspension de Corbyn, ont voté des motions de solidarité avec lui, ou se sont dressées contre les « diktats » de la direction centrale concernant ce dont il était permis ou non de débattre dans les réunions du parti. Trente d'entre elles, plus tôt cette année, avaient choisi Starmer pour diriger le Labour. Quatorze membres du NEC ont signé une lettre critiquant le dirigeant, et des dirigeants syndicaux (de UNITE, des travailleurs de la communication, des pompiers) envisagent d'interrompre leur contribution financière au parti.

À l'évidence, la purge conduite par Starmer n'est ni compétente, ni professionnelle, ni digne d'un juriste, ni sobre ; elle est au contraire mal avisée, menée dans la confusion et attaquable en justice. La suspension de Corbyn a fuité dans les médias avant que Corbyn n'en soit informé, a été annoncée sans aucune précision quant à la règle qu'il aurait enfreinte, puis a été annulée par un jury issu du NEC pour être unilatéralement décidée à nouveau, au niveau du parti parlementaire, suite à une intervention politique du leader dans un processus disciplinaire interne, ce en contravention directe aux préconisations de l'EHRC que Starmer et Evans s'étaient pourtant engagés à suivre. Starmer a été pris à son propre piège. Bien que les élections du NEC en novembre 2020 lui ont donné une majorité (passant de 18 à 21 membres sur 39), résultat qui lui permet de sélectionner des candidat·es parlementaires et de continuer sa chasse aux sorcières plus librement, un changement du règlement interne et peut-être un vote du congrès (pas avant septembre 2021) seront toutefois nécessaires à l'adoption du nouveau protocole disciplinaire voulu par l'EHRC. Toute manœuvre contre Corbyn suivant l'ancien système serait frappée d'illégitimité au regard des déclarations de Starmer lui-même.

Pour l'instant, nombre des personnes visées par une suspension pour avoir critiqué la guerre de faction menée par le dirigeant prétendument au nom de la lutte contre l'antisémitisme, sont elles-mêmes juives. Parmi ces personnes, on trouve la militante historique du Jewish Voice For Labour, Naomi Wimborne-Idrissi, et l'intellectuel socialiste Moshé Machover, fondateur de l'organisation politique israélienne Matzpen, l'une et l'autre accusé·es par les services d'Evans d'avoir participé à une manifestation en solidarité avec la Palestine (Machover avait déjà été exclu en 2017 mais fut réadmis suite au tollé international suscité par son exclusion). Starmer aura bientôt expulsé plus de juifs hors du Labour que n'importe lequel de ses prédécesseurs. L'affichage est on ne peut plus clair : les personnes juives non-sionistes ne sont pas les bienvenues. Pourtant, Kenneth Stern, auteur de la controversée « définition de travail » de l'antisémitisme utilisée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste (IHRA), a lui-même mis en garde contre les usages de la définition impliquant que « les expressions anti-sionistes sont par nature antisémites et doivent être réprimées ». Dans un rebondissement récent, deux branches de circonscription de l'Est de Londres ont interdit des motions en faveur de l'organisation d'un évènement cycliste destiné à la collecte de dons caritatifs pour les enfants palestiniens, en s'appuyant sur les décrets d'Evans.

Au début de l'année 2020, beaucoup votèrent pour Starmer espérant, sans trop y croire, qu'il « éviterait les excès » tout en préservant l'essentiel du programme social-démocrate élaboré sous le mandat de Corbyn et McDonnell. Starmer s'est déjà délesté, cependant, de ses « dix engagements » de campagne, comme il s'en est flatté lors d'un entretien avec Rawnsley et Helm dans l'*Observer* en octobre 2020. Tout comme Blair et Brown avant lui, il ne propose aucune opposition sérieuse aux politiques des conservateurs et s'applique à

lécher les bottes de Washington. A l'époque, c'était l'Irak et l'Afghanistan. Maintenant, *mutatis mutandis*, c'est la Chine. En juillet, Starmer rencontra le secrétaire d'État Mike Pompeo pour lui assurer que le Labour était rentré dans l'ordre. En guise de preuve, il expliqua à Pompeo que la Grande-Bretagne devait être plus intransigeante avec la Chine, sans se contenter d'interdire la mise ne place de la 5G par Huawei et en imposant des sanctions aux officiels chinois suspectés d'atteintes aux droits de l'homme. Mais les temps ont changé. La politique est bien plus imprévisible qu'elle ne l'était dans les années 1990 et l'on voit des signes d'opposition.

Qui sème la colère… etc. Ou bien, la rébellion de la base travailliste n'aura-t-elle été qu'un feu de paille ? Beaucoup dépendra des initiatives des élu·es parlementaires de gauche réuni·es dans le Socialist Campaign Group (SCG). À la mi-novembre, dix-huit seulement des trente-quatre membres du SCG avaient signé un appel à la révocation de la suspension de Corbyn. Certains parmi eux incitent Corbyn à se toujours un peu plus à plat ventre jusqu'à sa réintégration complète. Ce serait une erreur dès lors que l'objectif de ses ennemis est de détruire sa réputation de dirigeant politique intègre. Une telle attitude affaiblira, plutôt qu'elle ne renforcera la gauche à l'intérieur comme à l'extérieur du Labour. Trois années nous séparent des prochaines élections législatives. Un parti travailliste indépendant qui n'aurait même qu'une demi-douzaine d'élu.es et une base d'environ 50 000 adhérent.es (c'est le nombre des départs depuis l'arrivée de Starmer), pourrait représenter une réelle avancée. Le néo-travaillisme a échoué en Écosse. Il a perdu ses bases dans le Nord et ne l'emportera pas indéfiniment au Pays de Galles. Le moment Corbyn de 2017 n'a quasiment aucune chance de se répéter au sein même du parti travailliste. Ce miroir est brisé.

Corbyn, quant à lui, tient la ligne qui a toujours été la sienne, passant d'une conférence en ligne à une autre, défendant la cause palestinienne, s'opposant à la politique étrangère des États-Unis, insistant sur la nécessaire nationalisation des biens publics et sur la fin de la privatisation des services de santé. Le Projet paix et justice, qu'il a récemment annoncé, est une idée positive, un parfum de printemps dans la morosité hivernale de Starmer et du Covid. C'est une initiative multi-thématique ouverte à toutes et tous, qu'ils et elles soient membres du Labour ou non, au Royaume-Uni ou ailleurs. Plus de 20 000 personnes y ont déjà apporté leur soutien. Cette naissance n'ira pas sans douleur, à n'en pas douter, mais la création de ce nouveau programme et mouvement en ligne, est un pas en avant. Corbyn est connu pour être un admirateur du poète Percy Shelley et en guise de réplique aux effusions des rongeurs bien connus (Laura Kuenssberg de la BBC, Rawnsley, Behr, etc.) qui joyeusement ont pu regrimper à bord du Navire de Sa Majesté (« HMS »), Labour, les derniers mots de *Prométhée délivré* paraissent écrits pour lui : « Ne changer, n'hésiter, ni se repentir ».

*

**Texte publié en anglais par la *New Left Review*, le 16 décembre 2020.**

**Traduction de Thierry Labica.**

# Notes

[1] McDonnell était également le ministre des finances du gouvernement d'opposition de Corbyn. Ndt

[2] Par des commentateurs tels que Jeremy Gilbert dans OpenDemocracy, Owen Jones dans le *Guardian*, ou James Butler dans la *London Review of Books.*

[3]En référence à Ramsay McDonald, dirigeant travailliste, continuateur direct du libéralisme défunt après la 1re guerre mondiale et qui fut le premier Premier ministre travailliste pendant quelques mois en 1924. ndt

[4]Premier ministre travailliste de 2007 à 2010. ndt

[5]Jean Charles de Menezes est un citoyen brésilien de 27 ans abattu le 22 juillet 2005 de sept balles dans la tête par trois agents de la police métropolitaine de Londres qui disait avoir identifié un terroriste. Ian Tomlinson était un homme de 47 ans, décédé suite à une agression policière lors d'une manifestation (à laquelle il ne participait pas) contre le sommet du G20 le 1er avril 2009 à Londres. https://www.youtube.com/watch?v=l8foaF7RDEU ndt.